



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

SERVICE EUROPE ET TOURISME

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU FESTIVAL DES JARDINS DE LA CÔTE D'AZUR 2021

Entre : le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice Cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du 26 juin 2020

Ci-après désigné par les termes « le Département »,

d'une part,

Et : la Commune de Grasse,

représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, place du Petit Puy, 06130 Grasse, et agissant conformément à la délibération du conseil municipal n°..... en date du

Ci-après désignée par les termes « la commune »,

d'autre part,

Ci-après ensemble « les parties ».

PREAMBULE

Fort du succès des précédentes éditions, le **Festival des Jardins de la Côte d'Azur** porté par le Département des Alpes-Maritimes est reconduit du 27 mars au 28 avril 2021.

L'ambition du Festival est de faire de la Côte d'Azur une destination phare du tourisme lié aux jardins et de créer une manifestation culturelle autour des valeurs de bien-être, de ressourcement et de nature.

Le Festival 2021 comprendra des animations et des visites spécifiques de jardins sur tout le département des Alpes-Maritimes, un concours de créations paysagères, ainsi que des jardins éphémères hors concours réalisés par plusieurs communes du département.

Le concours, lancé le 30 janvier 2020, a pour objet la réalisation de 3 créations paysagères éphémères par site sur une surface de 200 m² chacune sur le **thème « Jardins d'Artistes »**. Il est réservé aux professionnels (architectes paysagistes, paysagistes, entreprises du paysage et jardiniers paysagistes, architectes, designers, artistes, concepteurs, scénographes, décorateurs) et aux étudiants en dernière année d'école nationale d'architecture et du paysage.

Chaque équipe désignera un porteur de projet qui sera le référent auprès du Département et sera désigné par le terme « le candidat ». Chaque candidat contractualisera sa participation par convention avec le Département.

Les créations paysagères sont réparties sur 6 lieux : en Principauté de Monaco (sous réserve de l'aboutissement des démarches diplomatiques en cours permettant un accord bilatéral) et sur 5 communes phares du département des Alpes-Maritimes en matière de jardins : Antibes Juan-les-Pins, Cannes, Grasse, Menton et Nice.

L'installation des créations paysagères sera effective du 22 mars au 28 avril 2021, voire pour une période plus longue si la commune le souhaite. Dans ce dernier cas, la commune en assurera l'entretien et le démontage.

Un régisseur technique accompagnera la bonne réalisation du concours.



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions et les modalités de collaboration entre les parties, à savoir le Département des Alpes-Maritimes, organisateur de la manifestation, et la ville d'Antibes Juan-les-Pins qui accueillera 3 créations paysagères dans le cadre du concours et proposera une création éphémère hors concours réalisée par ses services.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En amont du Festival, afin de préparer l'événement, la commune participera aux réunions trimestrielles du « Club du Festival des Jardins de la Côte d'Azur » constitué des communes accueillant les créations paysagères et de partenaires.

2.1. Implantation des créations paysagères

Dans le cadre de l'organisation du concours, la commune s'engage à fournir, pour la période **du 22 mars au 30 avril 2021**, un site sur lequel seront réalisées les 3 créations paysagères de 200 m² chacune sur une surface totale a minima de 600 m².

La commune devra proposer également un jardin éphémère hors concours réalisé par ses services sur une surface supérieure à 100 m².

Ainsi, l'implantation de 4 créations sur un même site, sur une surface avoisinant les 800 m², constituera une vitrine attrayante pour le public et mettra en valeur les réalisations mais également les jardins de la commune.

Le site proposé par la commune doit, dans la mesure du possible, offrir :

- des conditions d'accueil en centre ville,
- une installation dans une zone de passage importante,
- un environnement naturel ou « espace patrimonial »,
- un accès pour le montage et le démontage.

La commune s'engage plus précisément à fournir au Département et au régisseur technique les éléments suivants :

- surface disponible sur le site,
- contraintes du site,
- plan des parcelles proposées (incluant les raccordements d'eau et d'électricité),
- données techniques spécifiques : charge admissible en kg/m² ; gabarit admissible pour accès au site ; déchargement et stationnement des véhicules et camions des équipes candidates (nombre de véhicules maximum, etc.).

Le site désigné par la commune est : **Villa Fragonard - Jardin du Musée de la Marine.**

2.2. Modalités d'ouverture au public

Le site devra être ouvert en continu au public de 9h00 à 19h00, pendant toute la durée du Festival, soit du 27 mars au 28 avril 2021, avec une possibilité de prolongation au-delà du Festival si la commune d'accueil le souhaite.

2.3. Montage/démontage des créations paysagères

Avant le montage, il appartiendra à la commune de préparer les parcelles qui accueilleront les créations paysagères selon les modalités techniques définies avec le régisseur (délimitation, épaisseur et qualité de la terre, etc.).

Une période obligatoire de montage de 5 jours et de démontage de 2 jours, avant et après l'exposition au public, sera à prévoir soit :

- du 22 au 26 mars 2021 pour le montage,
- les 29 et 30 avril 2021 pour le démontage qui sera assuré par le candidat, sauf si la commune souhaite conserver les créations paysagères au-delà du 28 avril 2021. Dans ce cas, elle en assurera le démontage.

L'ensemble du matériel et des fournitures sera à la charge du candidat ainsi que son transport, à pied d'œuvre, déchargement et stockage.

Pendant toute la durée du montage et du démontage, le candidat devra impérativement respecter les directives techniques et demandes de modification éventuelles venant du régisseur technique ou du responsable du service des espaces verts de la commune.

2.4. Moyens humains

La commune désignera un ou plusieurs référents qui seront en contact avec le régisseur technique et les équipes de créateurs.

Ils devront être disponibles en amont du Festival pour la rencontre avec le régisseur technique qui doit préparer un dossier technique du site.

Ils devront être présents le 1^{er} jour de montage pour l'accueil des candidats.

Ils devront être joignables durant le montage et le démontage des créations paysagères et pour toute la durée du Festival. La commune communiquera au préalable au Département les noms, les coordonnées et les disponibilités du ou des référent(s) (portable, plages horaires en semaine et durant les week-ends).

La commune élaborera un planning d'intervention précis pour le montage et le démontage qui sera validé avec le régisseur technique du Festival.

Désignation du référent principal de la commune

Monsieur Christophe GOFFIN, Directeur des services Proximité-Espaces verts, sera le référent pour l'assistance au montage/démontage et l'entretien des jardins. Il sera joignable par téléphone au 04 97 05 55 40.

2.5. Mise à disposition de matériels

La commune pourra mettre gracieusement à disposition certains matériels, en fonction de ses moyens et sous réserve de leur disponibilité, suivant les besoins des créateurs qui seront recensés par le régisseur.

2.6. Mise à disposition de fournitures

Chaque parcelle disposera d'un point d'eau et d'une alimentation électrique en période de montage.

Les branchements et la consommation en eau et électricité seront à la charge de la commune (branchement 220V, eau 3m³/h, sous réserve d'éventuelle situation exceptionnelle de pénurie en eau).

2.7. Entretien des créations paysagères

Le candidat sera présent le premier week-end du Festival les 27 et 28 mars 2021 et assurera l'entretien de sa création. Pour toute la durée restante, l'entretien régulier des jardins sera assuré par les équipes municipales selon les directives du cahier des charges produit par le candidat et convenu avec la commune avant l'ouverture du Festival. Cet entretien concerne le nettoyage du cheminement, l'enlèvement des détritiques éventuels et le désherbage des allées. L'enlèvement des végétaux morts ou abîmés sera réalisé par la commune.

La commune assurera l'entretien après le week-end d'ouverture et jusqu'à la fin de la manifestation ou au-delà, si elle souhaite conserver la création après le 28 avril 2021.

L'arrosage devra être automatisé ou réalisé manuellement, en fonction des besoins des jardins.

2.8. Remise en état des sites

A l'issue de l'exposition au public et après démontage de la création par le candidat, la commune devra assurer la remise en état du site laissé propre par le candidat : la reprise du gazon ou du sable et la dépose des protections selon les cas.

2.9. Contraintes spécifiques éventuelles

Le candidat devra respecter les voiries, les bordures, les maçonneries et les revêtements existants.

2.10. Gardiennage et protection

Le site sera fermé en dehors des horaires d'ouverture. Les jardins ne pouvant rester sans surveillance, la commune devra prévoir la clôture du site et/ou la présence d'agents de surveillance.

La police municipale sera également informée de la fragilité des créations et pourra effectuer des passages ponctuels la nuit si son plan de charge le lui permet.

La commune veillera à prendre les mesures de sécurité nécessaires sur le site.

2.11. Hébergement des candidats

La commune ou son office de tourisme pourra fournir une liste d'hébergements (hôtels, gîtes, campings, résidences de tourisme, villages de vacances, etc.) pouvant accueillir les équipes candidates pendant la durée du montage et du démontage des créations paysagères. L'hébergement demeure aux frais des candidats.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Festival des Jardins de la Côte d'Azur est un événement attractif pour l'ensemble du territoire qui a pour objectifs d'avancer le lancement de la saison touristique et d'attirer des touristes étrangers dans le but de générer des retombées économiques pour les communes participantes, les professionnels du tourisme et l'ensemble des partenaires du Festival.

Le Département organise le concours de créations paysagères, coordonne le processus de sélection des dossiers, indemnise chaque candidat retenu à hauteur de 16 000 € TTC maximum et remet une somme de 10 000 € au lauréat du prix du jury.

Le Département et ses partenaires, au premier plan desquels le Comité régional du tourisme Côte d'Azur France, met tout en œuvre pour assurer la promotion du Festival : conférences de presse, communiqués de presse, voyages de presse, plan média national et international, informations sur les réseaux sociaux et le site internet du Festival : <https://festivaldesjardins.departement06.fr>

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée dès sa signature et jusqu'au 30 avril 2021.

ARTICLE 5 : SÉCURITÉ ET ASSURANCE

Le candidat et son équipe devront impérativement respecter l'ensemble des règles de sécurité incluant le port d'équipements de protection individuelle lorsqu'ils sont requis. Ils devront également être en conformité et respecter l'ensemble des réglementations en vigueur.

L'ensemble des membres de l'équipe devra être couvert par une assurance responsabilité civile. La copie des attestations sera fournie au Département avec le dossier de candidature et remise à la commune.

De son côté, la commune veillera à être assurée en responsabilité civile afin de couvrir tout incident qui surviendrait à l'occasion du Festival.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ

La responsabilité du Département ne pourra pas être recherchée par la commune pour des faits qui résulteraient de l'exécution ou de l'inexécution des obligations contractuelles par cette dernière, et inversement. La responsabilité des candidats sera régie par convention bilatérale avec le Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION ET ACCUEIL DU PUBLIC

7.1. Communication

La commune mettra à disposition du Département ses canaux de communication municipaux habituels pour une promotion optimale du Festival : abribus, affichage, journal municipal, newsletter, site internet, réseaux sociaux, accueil presse, etc.

La commune devra installer la signalétique réalisée par le Département avec le logo et le visuel du Festival au départ de l'Office de Tourisme et des principaux lieux de visite afin d'orienter les visiteurs vers les créations paysagères. Elle veillera à maintenir cette signalétique tout au long de la manifestation.

La commune mettra à disposition du public la documentation fournie par le Département dans ses lieux d'accueil du public.

La commune veillera à informer les associations de commerçants à proximité des sites de créations de la tenue de cet événement.

Afin d'orienter les visiteurs vers les créations paysagères, le Département fournira à la commune un kit de communication ainsi que des panneaux de signalétique. Celle-ci pourra compléter uniquement au moyen des affiches repiquables pour faire figurer les animations qu'elle organise.

Chaque commune partenaire fera l'objet d'une présentation sur le programme diffusé au public et sur la page du site internet du Festival.

7.2. Accueil du public

Il devra être assuré par la commune dans les meilleures conditions possibles. Ces conditions seront communiquées au Département avant l'ouverture du Festival.

Le Département organisera une chasse au trésor sur chaque site. La commune proposera des animations (notamment pour l'ouverture du Festival). Elle pourra mettre à disposition une salle de conférences à proximité et un espace pour le stand du Département dédié à l'événement durant le Festival.

7.3. Marque/ Logo du Festival

Le logo et le visuel du Festival seront adressés à la commune. Ils sont la propriété du Département et doivent impérativement être utilisés, sans modification et sur autorisation préalable, dès lors que la commune fait mention du Festival.

L'intitulé « Festival des Jardins de la Côte d'Azur » est une marque déposée et ne peut pas être modifié par la commune.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

8.1. Confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'information selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL.

8.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe 1 jointe à la présente convention.



ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée :

1) à l'initiative du Département qui se réserve le droit d'annuler la manifestation à tout moment en cas de force majeure, risque d'intempéries, et toute situation économique, politique ou sociale rendant impossible la sécurité des biens et des personnes pendant l'événement, dûment constatée et signifiée au Maire par lettre recommandée, sans indemnité d'aucune sorte ;

2) à l'initiative de la commune partenaire en cas de force majeure, risque d'intempéries, et toute situation économique, politique ou sociale rendant impossible la sécurité des biens et des personnes pendant l'événement, dûment constatée et signifiée au Président du Département des Alpes-Maritimes par lettre recommandée, sans indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties. Ces modifications feront partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend né ou à naître à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Nice (06).

Le Département vérifiera la bonne application desdites dispositions.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Nice, le

Le Président du Département des Alpes-Maritimes,

Le Maire de la Commune de Grasse,

Charles Ange GINESY

Jérôme VIAUD

ANNEXE(1) A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.